



Relever le défi des
**CHANGEMENTS
CLIMATIQUES**

CHANGEMENTS CLIMATIQUES ET COMMUNICATIONS

Fiche
d'information

Photo : Avaaz.org

L'importance des communications

La communauté scientifique est formelle : les activités humaines sont en train de faire changer le climat de la Terre de façon extrêmement rapide – et les conséquences de ces changements seront catastrophiques si nous ne corrigeons pas la situation. Pour les individus comme pour les gouvernements, il est plus urgent que jamais de prendre des mesures fortes afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES), et de profiter des retombées positives qui s'ensuivront.

Mais est-ce que le message passe?

Selon une étude récente du FrameWorks Institute, la plupart des Canadiens ne comprennent pas les fondements scientifiques des changements climatiques, ni comment ils pourraient affecter leur santé, leur milieu de vie et leur travail.

Cette situation est problématique parce que moins les gens sont informés, plus ils peuvent être manipulés. À l'opposé, plus les Canadiens comprendront les changements climatiques – leur origine, leurs conséquences, les solutions – plus ils seront susceptibles d'appuyer les politiques et les mesures nécessaires pour les contrer.

« À cause des modèles culturels dont nous disposons pour comprendre les changements climatiques, les gens posent des gestes personnels mal adaptés et ils appuient des politiques inefficaces, peu importe leur niveau d'engagement envers les problèmes environnementaux. »

— Kempton, Boster et Hartley
Environmental Values in American Culture

En septembre 2009, des citoyens de 134 pays ont participé à près de 2700 manifestations pour demander aux dirigeants mondiaux de négocier un accord équitable, ambitieux et contraignant sur les changements climatiques. (ci-dessus)

Le mois suivant, plus de 3000 Canadiens se sont réunis sur la Colline du Parlement pour exhorter le gouvernement fédéral à agir. Et des dizaines de milliers de citoyens ont fait de même dans 240 autres villes du pays. (ci-dessous)



Photo : Canadian Youth Climate Coalition

Expliquer les changements climatiques

Pour que le message passe, il faut bien le présenter et bien l'adapter aux publics visés

FrameWorks a identifié différents arguments (ou « valeurs ») qui peuvent justifier la lutte contre les changements climatiques :

- 1) **Innovation** – Grâce à notre créativité, et avec les investissements nécessaires, nous pouvons trouver des solutions au problème des changements climatiques.
- 2) **Sens des responsabilités** – Nous avons le devoir de gérer les ressources avec soin et de laisser une planète en meilleur état aux générations futures.
- 3) **Crise imminente** – Des preuves scientifiques démontrent que le problème est en voie de devenir irréversible.
- 4) **Constat scientifique** – La majorité des scientifiques reconnaissent que la planète se réchauffe rapidement.
- 5) **Kyoto** – Le Canada doit impérativement respecter ses engagements internationaux de Kyoto.

FrameWorks a ensuite évalué les effets de chacun de ces arguments sur les individus. Voici les principaux :

- 1) **Innovation** : Renforce l'appui aux mesures, notamment chez les hommes de moins de 35 ans. Particulièrement efficace auprès des diplômés universitaires et des gens qui ne suivent pas habituellement l'actualité.
- 2) **Sens des responsabilités** : Réduit l'appui aux mesures. Connotation négative pour les hommes de moins de 35 ans, positive pour les femmes de plus de 55 ans. Le fait de parler de sens des responsabilités semble accroître le pessimisme et l'impression de futilité associés à la lutte aux changements climatiques.
- 3) **Crise imminente** : Réduit aussi l'appui aux mesures, peu importe le niveau d'engagement des répondants envers les questions climatiques. Effet plus marqué chez les jeunes hommes et les répondants moins instruits.
- 4) **Constat scientifique** : Renforce l'appui aux mesures chez les femmes de plus de 55 ans. Réduit l'appui chez les hommes et les femmes de moins de 35 ans. Les résidents de la Colombie-Britannique sont les plus sensibles à cet argument; les moins sensibles sont les Albertains et les résidents des provinces atlantiques. Les deux groupes préfèrent l'argument « innovation ».
- 5) **Kyoto** : Renforce l'appui aux mesures seulement chez les répondants déjà d'accord avec cet argument.

Adapté du rapport de recherche Framing Global Warming in Canada, décembre 2007

Gouvernance et questions environnementales

Au printemps 2009, six mois après le début de la récession économique mondiale, plus de 4300 Canadiens du grand public et 1000 leaders d'opinion ont répondu à un sondage en ligne sur leur attitude envers la gouvernance et les questions environnementales.

Les Canadiens et les changements climatiques	Leaders d'opinion	Grand public
Malgré la crise économique, les gouvernements et les entreprises doivent s'occuper en priorité À LA FOIS des questions économiques et des questions environnementales (comme les changements climatiques).	87 %	67 %
Les changements climatiques auront vraisemblablement des impacts très graves.	81 %	72 %
Le Canada devrait agir plus énergiquement pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre; l'inaction du Canada est embarrassante.	84 %	77 %

Les répondants du grand public ont indiqué que l'inaction des gouvernements était la principale raison pour laquelle ils n'agissaient pas personnellement de façon plus éco-responsable dans leur vie quotidienne. Les leaders d'opinion ont classé l'inaction du gouvernement au second rang, derrière la difficulté de vivre et de travailler dans des villes et des lieux de travail mal conçus.

Adapté du rapport Shared Values, Canadians and Sustainability, Hoggan & Associates, printemps 2009. Sondage réalisé par Mustel Group. Marge d'erreur, répondants du grand public : +/- 1,48 %, 19 fois sur 20. Sondage des leaders d'opinion réalisé d'avril à juin 2009; marge d'erreur : +/- 3,1 %, 19 fois sur 20



Protéger l'environnement même en récession

Les sondages confirment que l'environnement demeure au coeur des préoccupations des citoyens

Lors des élections fédérales de 2008, les questions environnementales occupaient une place importante. Puis, au cours de la dernière année, les Canadiens ont dû faire face à l'une des pires récessions mondiales de l'histoire : pertes d'emplois par milliers, fonds de pension qui s'effondrent, marges de profit qui disparaissent, etc. Compte tenu de cette période difficile, certains croyaient que l'environnement cesserait d'être une priorité pour les électeurs.

Mais ça ne s'est pas passé comme ça...

En juillet 2009, Harris-Decima a mené un sondage auprès de plus de 1000 Canadiens pour savoir où se situait l'environnement dans l'échelle de leurs préoccupations.

Et selon ce sondage...

Les trois quarts des Canadiens (74 %) croient que l'on n'accorde pas assez d'attention aux questions environnementales. Et malgré la récession, 73 % ont dit faire un effort plus marqué qu'il y a un an pour agir de façon éco-responsable.

Plus des deux tiers des répondants (67 %) ont affirmé que l'environnement doit demeurer une priorité importante pour les gouvernements, même en période de récession.

Source : Sondage Harris-Decima, In Spite of Recession, Environment Remains a High Priority, 20 août 2009. Marge d'erreur : 3,1 %, 19 fois sur 20

Le Québec et le développement durable

Selon un récent sondage canadien réalisé en ligne, le Québec est la province qui appuie le plus fortement l'adoption par le Canada de pratiques plus écologiquement responsables :

- 75 % des répondants affirment que le développement durable devrait être la première ou l'une des premières priorités à l'échelle nationale
- 60 % croient qu'en adoptant des pratiques plus éco-responsables, le Canada augmenterait sa compétitivité internationale
- 69 % estiment que « des questions environnementales comme les changements climatiques » doivent demeurer hautement prioritaires pour les gouvernements même en période de récession
- 55 % ont indiqué que l'inaction du gouvernement était la principale raison pour laquelle ils n'agissaient pas de façon plus éco-responsable dans leur vie personnelle.

Source : Shared Values, Canadians and Sustainability, Hoggan & Associates, printemps 2009



Photo : Avaaz.org

Définitions et concepts de base

Année de référence : L'année utilisée comme point de référence pour établir les objectifs de réduction des GES. Par exemple, l'objectif actuel du Canada pour 2020 est une réduction de 20 % par rapport au niveau de 2006 (l'année de référence). L'année de référence habituelle est 1990.

Conférence des Parties (CDP) : Organisme décisionnaire des pays qui ont ratifié la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. La CDP se réunit lors des rencontres annuelles de l'ONU sur les changements climatiques.

Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) : L'objectif ultime de la CCNUCC est d'empêcher l'avènement de changements climatiques dangereux. Lors de son lancement en 1992, au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, cet accord avait pour but initial de ramener les émissions des pays industrialisés à leur niveau de 1990 pour l'an 2000.

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) : L'autorité mondiale dans le domaine de la science du climat (lauréat du Prix Nobel de la Paix en 2007). Le GIEC a été créé en 1988 par l'Organisation météorologique mondiale et le Programme des Nations Unies pour l'environnement afin d'évaluer les différents aspects des changements climatiques pour le compte des gouvernements.

MNV : Le Plan d'action de Bali (2007) précise que les initiatives de réduction des GES doivent être « mesurables, notifiables et vérifiables » (MNV). Certains mécanismes de MNV sont déjà prévus au Protocole de Kyoto, mais il sera essentiel d'élaborer des normes rigoureuses à cet égard pour l'entente climatique d'après 2012.

Protocole de Kyoto : Accord international adopté en 1997 à Kyoto, au Japon. Aux termes de cet accord, les pays industrialisés signataires se sont engagés à réduire leurs émissions combinées de GES de 5 % par rapport au niveau de 1990 entre 2008 et 2012.

Système de plafonnement et d'échange de droits d'émission : Ce système établit une limite aux émissions annuelles de GES (plafonnement) et attribue des droits correspondants. Les pollueurs peuvent échanger ces droits, ce qui engendre une tarification des émissions. Ceux dont les émissions sont à la hausse doivent acheter des droits. Ceux qui réduisent leurs émissions peuvent vendre leurs droits excédentaires.

Utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie (UTCATF) : Selon la façon dont ils sont gérés, les forêts et les sols peuvent absorber ou libérer des GES. Près du cinquième des émissions mondiales de GES d'origine humaine proviennent des forêts et des sols.

Le Canada et les changements climatiques en bref

1. Le Canada est l'un des 10 plus grands émetteurs de GES au monde.
2. Les GES sont comme une couche polluante mortelle qui enveloppe notre planète. Les GES sont produits lors de la combustion de combustibles fossiles (comme le charbon et l'essence) et ils ont la propriété d'emprisonner la chaleur dans notre atmosphère, ce qui affecte les systèmes naturels qui assurent le maintien de la vie sur Terre.
3. Il est temps de cesser de compter sur des énergies sales et de commencer à construire le système énergétique de l'avenir : propre, sécuritaire et écologique.
4. Le Canada produit moins de 2 % de son électricité à partir d'énergie éolienne ou solaire. Dans certains pays d'Europe, cette proportion atteint jusqu'à 20 %.
5. Pour faire face à la concurrence dans la nouvelle économie mondiale, le Canada doit investir, développer son expertise et former des travailleurs dans le secteur des nouvelles énergies vertes.
6. Les changements climatiques compromettent l'avenir de nos enfants et de nos petits-enfants. En instaurant un accord solide pour contrer les changements climatiques, nous réussirons à protéger l'air qu'ils respireront et les ressources dont ils auront besoin pour vivre en santé. Ils seront fiers de nous.

Adapté de Climate Change and Copenhagen Message Memo, McAllister Opinion Research, octobre 2009



Photo : Maison-Blanche

« Nous ne pouvons tout simplement pas accepter la menace croissante que posent les changements climatiques, car ils pourraient endommager pour toujours le monde que nous allons céder à nos enfants, semer la famine et la guerre, détruire des zones côtières et rendre des villes inhabitables. C'est pourquoi toutes les nations doivent maintenant accepter leur part de responsabilité, et nous devons transformer la façon dont nous utilisons l'énergie. »

— Le président Barack Obama
lors de l'annonce de son prix Nobel de la paix 2009

Malgré le danger sans précédent qui pèse sur nous, trop de gens mettent encore en doute la pertinence économique ou les fondements scientifiques qui justifient l'adoption de mesures fortes pour combattre les changements climatiques. Voici trois objections classiques :

Même les scientifiques ne sont pas certains

Réponse : Partout dans le monde, les organisations scientifiques les plus crédibles reconnaissent clairement l'existence et les dangers des changements climatiques d'origine humaine. La seule incertitude concerne la vitesse à laquelle se produiront ces changements. Or, les données les plus récentes indiquent qu'ils surviennent plus rapidement que prévu jusqu'à maintenant.

La réduction des émissions aura un effet dévastateur sur l'économie

Réponse : C'est plutôt l'inaction qui serait néfaste. Dans son étude exhaustive de 2006, l'économiste Nicholas Stern, estimait que « les coûts et les risques » associés à des changements climatiques non contrôlés équivalaient à une réduction du PIB mondial d'au moins 5 %, et possiblement de 20 % ou plus, « maintenant et pour toujours ». À l'opposé, la demande pour des énergies vertes entraînerait des retombées économiques considérables.

Le Canada pourrait tirer profit d'une hausse de la température

Réponse : Il est normal que le climat change au fil du temps, mais la géologie nous apprend qu'un réchauffement soudain déséquilibre les systèmes terrestres, entraînant une hausse rapide du niveau de la mer et des extinctions massives. Un réchauffement de la température moyenne de la Terre de 2 °C aurait un impact majeur sur les écosystèmes du Canada, sur nos infrastructures et sur les secteurs économiques reliés aux ressources naturelles.

Adapté de How to Talk to a Climate Skeptic, Coby Beck, Grist Magazine (www.grist.org), 2009

Pour en savoir plus

Pour consulter des rapports approfondis, connaître les derniers développements et suivre les négociations dans le dossier des changements climatiques, allez au climate.pembina.org.

Cette fiche a été préparée par Julia Kilpatrick, responsable des communications à l'Institut Pembina.